



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-20366>

Département(s) de publication : **75, 92, 94, 93**

Annonce n° **24-20366**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Préfecture de Police - Bureau de la Commande Publique et de l'Achat

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 17750151700011

Ville : Paris cedex 04

Code postal : 75195

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 75, 92, 94, 93

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://marches.maximilien.fr>

Identifiant interne de la consultation : 2400001

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : AHMED Magaid

Adresse mail du contact : Pp-dfcpp-marchespublics@interieur.gouv.fr

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années, ainsi qu'une liste des principaux services au

cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. L'exécution des services est prouvée par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : 19/03/2024 à 16:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Ville de Paris - Préfecture de police - Direction des finances, de la commande publique et de la performance - Bureau de la Commande Publique et de l'Achat - 1 bis, rue de Lutèce - 75195 Paris Cedex 04

Critères d'attribution : Critère n°1 "Prix" pondéré à 60%. Critère n°2 "valeur technique" pondéré à 35%, comportant trois sous-critères, "Sécurité" pondéré à 40%, "Accessibilité et restauration" pondéré à 30% et "Équipements" pondéré à 30%. Critère n°3 "Valeur environnementale" pondéré à 5%.

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Location de salles de petite capacités équipées et fourniture de prestations complémentaires en vue de l'organisation des recrutements des personnels de statut administrations parisiennes de la préfecture de Police

Code CPV principal - Descripteur principal : 70130000

Type de marché : Services

Description succincte du marché : Location de salles de petite capacités équipées et fourniture de prestations complémentaires en vue de l'organisation des recrutements des personnels de statut administrations parisiennes de la préfecture de Police.

Lieu principal d'exécution du marché : Ile de France

Valeur estimée (H.T.) : 200000 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification au titulaire. Il peut être reconduit tacitement trois (3) fois pour la même durée, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 50 000 euro(s) HT. Conformément aux dispositions de l'article R2192-10 de la commande publique, le paiement des factures s'effectue dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'Administration, sous réserve d'exigibilité de la créance à cette date. Le défaut de paiement dans les délais entraîne l'application des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros. Le comptable signataire est Madame le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et de Paris - 94, rue de Réaumur - 75104 Paris cedex 02. Les dépenses sont imputées au budget spécial de la préfecture de Police exercices 2024 et suivants à la section fonctionnement : chapitre-article 93-1018, compte nature 6032. La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord cadre mono-attributaire. Le contenu des plis à remettre par les opérateurs économiques est précisé à l'article 4.2 du règlement de la consultation (RC). Les modalités de remise des plis sont précisées à l'article 5 du

règlement de la consultation (RC). Les critères de jugement des offres sont fixés à l'article 7.2.2 du règlement de la consultation. La consultation est passée selon la procédure adaptée. L'administration peut négocier avec les soumissionnaires.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 19/02/2024